



**CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL METZ-THIONVILLE**

Direction des Achats, de la Logistique et de l'Hôtellerie

1 allée du Château – CS 45001

57085 METZ – Cedex 03

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Marché de Travaux**

**TRAVAUX DE RENOVATION DES RESEAUX DE L'EPSM METZ  
JURY**

*La consultation est passée selon la procédure adaptée en application des articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du code de la commande publique.*

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : le 16 juin 2025 à 12h00**

## Sommaire

ARTICLE 1 - PARTIE CONTRACTANCE .....	3
ARTICLE 2 - MODE DE PASSATION DE LA CONSULTATION .....	3
ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT ET DUREE DU MARCHE .....	3
ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	3
ARTICLE 5 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	3
5-1 - Contenu des prix .....	3
5-2 - Modalités de variation des prix.....	4
ARTICLE 6 – PENALITES – EXECUTION PAR DEFAULT .....	5
6-1 - Pénalités pour retard .....	5
6-2 - Retard dans la remise des documents .....	5
6-3 - Exécution par défaut .....	5
6-4 – Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits .....	5
6-5 - Mise en service et réception .....	5
6-6 - Sursis de paiement.....	6
ARTICLE 7 - ASSURANCES .....	6
ARTICLE 8 - PAIEMENT – SOUS-TRAITANCE .....	6
ARTICLE 9 - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DES FACTURES .....	6
9-1- Présentation des demandes de paiement .....	7
9-2 - Délai de paiement et mode de règlement.....	7
ARTICLE 10 - INTERETS MORATOIRES.....	7
ARTICLE 11 – AVANCE FORFAITAIRE ET GARANTIE A PREMIERE DEMANDE.....	8
11-1- Avance forfaitaire .....	8
11-2- Garantie à première demande .....	8
11-3- Remboursement de l'avance forfaitaire .....	8
ARTICLE 12 - RESILIATION .....	8
ARTICLE 13 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE .....	8
ARTICLE 14 - JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX .....	9
ARTICLE 15- DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....	9

## **ARTICLE 1 - PARTIE CONTRACTANCE**

Le Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE, personne publique contractante, est représenté par son Directeur Général, pouvoir adjudicateur, seul habilité à signer les marchés.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le CHR de Metz Thionville est établissement support du GHT Lorraine Nord. A ce titre, il est Pouvoir Adjudicateur pour l'ensemble des membres du GHT, cités ci-après.

La présente consultation a pour objet **les travaux de rénovation des réseaux de l'EPSM Metz Jury**.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

## **ARTICLE 2 - MODE DE PASSATION DE LA CONSULTATION**

La consultation est lancée sous forme de procédure adaptée en application des articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique.

A ce titre, le CHR procédera à la négociation des offres reçues. Le CHR se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans engager lesdites négociations.

## **ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT ET DUREE DU MARCHÉ**

Le marché n'est pas alloti, les prestations formant un ensemble cohérent indivisible.

Le marché débute à compter de sa notification et jusqu'à accomplissement des missions objet du marché.

## **ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le marché est constitué des pièces contractuelles ainsi hiérarchisées :

- L'Acte d'Engagement et la DPGF (voir dossier pièce écrite MOE)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi ;
- Le rapport initial de contrôle technique
- Les pièces graphiques ;
- Risques généraux dans les établissements hospitaliers ;
- Le cahier des clauses techniques particulières formant état des besoins et ses annexes, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales de Travaux (C.C.A.G Travaux NOR : ECOM2106871A) ;
- L'offre technique et financière retenue.

## **ARTICLE 5 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX**

### **5-1 - CONTENU DES PRIX**

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation ; ainsi que d'éventuels frais administratifs (préparation de commande, facturation ou autres) et ne doivent pas être liés à un minimum de commande.

Le marché est traité à prix global et forfaitaire. Les prix seront libellés en Euros.

Les candidats devront proposer des prix, franco de port et d'emballage et de livraison par article.

### **5-2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX**

Les prix sont révisables à chaque facture sur la base des formules suivantes :

#### **Électricité et groupe électrogène :**

$$P = P_o \times (0,15 + 0,85 \times I / I_o)$$

où :

P = Prix révisé de la prestation

P<sub>o</sub> = désigne le Prix initial

I = dernier Indice BT47 - Electricité connu et publié à la date de révision proposée

I<sub>o</sub> = Indice BT47 - Electricité constaté au mois Mo (mois de remise des offres : juin 2025)

L'indice de référence (mois m<sub>0</sub> = juin 2025).

Référence : BT 47 du mois de janvier 2025 : 128,5

Cet indice est consultable sur le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

#### **VRD :**

$$P = P_o \times (0,15 + 0,85 \times I / I_o)$$

où :

P = Prix révisé de la prestation

P<sub>o</sub> = désigne le Prix initial

I = dernier Indice TP01 Index général tous travaux connu et publié à la date de révision proposée

I<sub>o</sub> = Indice TP01 - Index général tous travaux constatés au mois Mo (mois de remise des offres : juin 2025)

L'indice de référence (mois m<sub>0</sub> = juin 2025).

Référence : TP01 du mois de janvier 2025 : 131,9

Cet indice est consultable sur le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

Le prestataire devra faire parvenir ses nouveaux tarifs calculés selon les formules ci-dessus avec un préavis d'au moins un mois avant leur prise d'effet, par tout moyen permettant d'en donner date certaine. A défaut, les prix précédents continueront à s'appliquer.

### **5-3 – Travaux non prévus**

Tout travail modificatif entraînant une incidence financière fera l'objet d'un ordre de service établi par l'EPSM de METZ-JURY.

Aucun travail modificatif ne fera l'objet d'une plus-value s'il ne fait pas l'objet d'un ordre de service préalable.

Le cas échéant, ces travaux seront réalisés sur la base des prix figurant à la DPGF ou feront l'objet d'une modification par avenant dans les conditions prévues aux articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique.

## **ARTICLE 6 – PENALITES – EXECUTION PAR DEFAULT**

### **6-1 - PENALITES POUR RETARD**

Par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, les pénalités de retard sont fixées à : 3/1000<sup>ème</sup> du montant du marché par jour de retard.

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Cependant, le montant total cumulé des pénalités est plafonné à 10% du montant global initial du marché.

### **6-2 - RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS**

Tout retard dans la remise des documents (plans, note de calculs, pièces écrites, attestations d'assurances, etc.) dont l'établissement par le prestataire dans le cadre de ses obligations contractuelles et plus particulièrement des prescriptions du présent C.C.A.P. entraînera par jour calendaire de retard l'application immédiate d'une pénalité de 50 euros (cinquante euros) retenue par titre de recettes.

Cette pénalité est indépendante de celle prévue au paragraphe 6-1 qui sera également applicable si le retard apporté à la remise de ces documents à une incidence sur les délais portés au calendrier détaillé des prestations.

### **6 3 - EXECUTION PAR DEFAULT**

En cas d'absence de retard dans les délais accordés, ou d'une prestation ayant fait l'objet d'un rejet ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur pourra se fournir là où il le jugera utile.

Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge du fournisseur défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard, et cela jusqu'à la livraison effective des produits par le tiers fournisseur.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et automatiquement déduite de la prochaine facture mise en paiement à son profit par la voie d'avoir ou récupérée par titre de recettes, au libre choix du responsable de l'établissement concerné.

A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profitera pas au titulaire.

### **6-4 – PROVENANCE, QUALITE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

### **6-5 - MISE EN SERVICE ET RECEPTION**

Si tous les travaux sont conformes aux dispositions du projet, la réception de l'installation sera prononcée.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur sera tenu d'effectuer à ses frais, dans les délais prescrits par le maître d'œuvre, toutes les modifications, réparations, remplacements ou adjonctions nécessaires.

La date de la décision de réception fixera le commencement de la période de garantie.

#### **6-6 - SURSIS DE PAIEMENT**

Le titulaire se verra opposé un sursis à la mise en paiement dans l'une des situations suivantes :

- **NON RESPECT DU PRIX DU MARCHÉ**
- **ERREUR DE QUANTITÉ**
- **ERREUR DE TVA**
- **PORT FACTURE NON DU**
- **ADMISSION DU MATÉRIEL / DE LA PRESTATION NON PRONONCÉE**
- **TAUX DE REMISE SUR ARTICLES FACTURES NON INDIQUÉ**
- **TARIFS APPLICABLES POUR L'ANNÉE CONCERNÉE NON ARRÊTÉS**
- **RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE DIFFÉRENT DE CELUI PORTÉ AU MARCHÉ**

La mise en paiement ne pourra être reprise qu'une fois les corrections effectuées.

#### **ARTICLE 7 - ASSURANCES**

Lors de la remise de son offre, l'entrepreneur devra fournir obligatoirement une attestation délivrée par sa compagnie d'assurance, justifiant de la couverture des conséquences pécuniaires de la RESPONSABILITÉ CIVILE qu'il est susceptible d'encourir à l'égard des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels survenant tant en cours qu'après réception des travaux.

Cette attestation devra porter la mention de l'étendue de la garantie.

L'entrepreneur devra joindre obligatoirement à sa première demande de paiement la police d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et l'article 2270 du code civil, pour les travaux faisant l'objet du présent marché.

#### **ARTICLE 8 - PAIEMENT – SOUS-TRAITANCE**

La sous-traitance est admise pour ce marché, dans les conditions décrites par la loi n°75.1334 du 31 décembre 1975.

Aucun sous-traitant ne sera admis s'il n'a pas été préalablement agréé par le maître d'ouvrage et si ses conditions de paiement n'ont pas été acceptées par le maître d'ouvrage.

L'intégralité des dispositions contenues dans le présent C.C.A.P. s'imposent aux éventuels sous-traitants.

#### **ARTICLE 9 - PAIEMENT - ÉTABLISSEMENT DES FACTURES**

Les factures seront libellées à l'ordre du :

- **Établissement Public de Santé Mental : Route d'ARS-LAQUENEXY – 57245 JURY**

Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Etablissements	N° de SIRET	Code service
EPSM METZ-JURY	265.700.021.00016	ECO1

#### **9-1- PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT**

Les factures afférentes au paiement, libellées en Euro (€), seront établies en un original et une copie portant les indications suivantes :

- les noms et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le prix unitaire H.T ;
- le montant hors T.V.A. ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total T.T.C. ;
- la date d'envoi de la demande de paiement.

Toute facture ne comportant pas l'ensemble des renseignements ci-dessus ne pourra être mise en paiement, et pourra être retournée au prestataire pour correction.

Le règlement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

#### **9-2 - DELAI DE PAIEMENT ET MODE DE REGLEMENT**

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de 50 jours, à compter de la réception d'une facture conforme.

### **ARTICLE 10 - INTERETS MORATOIRES**

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **ARTICLE 11 – AVANCE FORFAITAIRE ET GARANTIE A PREMIERE DEMANDE**

### **11-1- AVANCE FORFAITAIRE**

L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que l'EPSM METZ-JURY pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à 50 000 € H.T., sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus.

L'avance forfaitaire représente un montant de 5% du montant contractuel des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois de validité du marché, soit l'offre du candidat retenu divisée par la durée maximale contractuelle de validité du marché.

### **11-2- GARANTIE A PREMIERE DEMANDE**

Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir à l'EPSM METZ-JURY la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande auprès d'un Etablissement de crédit mentionné à l'article L.612-1 du code monétaire et financier.

L'Etablissement de crédit s'engage alors à rembourser l'EPSM de METZ-JURY., dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

### **11-3- REMBOURSEMENT DE L'AVANCE FORFAITAIRE**

Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65% du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.

L'EPSM de METZ-JURY procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

## **ARTICLE 12 - RESILIATION**

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions énumérées dans les articles 50 à 53 du C.C.A.G./Travaux.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité forfaitaire de résiliation ne sera due au titulaire du marché.

## **ARTICLE 13 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame l'Inspectrice Générale des Finances  
Rue des Frères Lacreteille  
57070 Metz  
tél. : 33 3 87 65 17 60  
e-mail : [T057061@cp.finances.gouv.fr](mailto:T057061@cp.finances.gouv.fr)

#### **ARTICLE 14 - JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX**

La juridiction compétente pour tout contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal administratif de STRASBOURG.

#### **ARTICLE 15- DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX**

L'article 5.2 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 10.5 du CCAG Travaux.

L'article 6.1 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 19.1 et 19.2 du CCAG Travaux.

L'article 12 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 50.4 du CCAG Travaux

Fait à Metz, le 03 avril 2025,

Lionel TOSI

Directeur Adjoint des Achats, de la  
Logistique et de l'Hôtellerie

